

Halte au génocide en Palestine !

Méthodiquement, le gouvernement israélien poursuit son entreprise de destruction de la bande de Gaza et de massacre des Palestiniens qu'il y a totalement enfermés avec la complicité de l'Égypte. Il ravage systématiquement toutes les infrastructures, les hôpitaux, les écoles, les maisons, les routes, les cultures, les mosquées... Il affame, il prive de soins, il chasse sans cesse d'un endroit à l'autre des centaines de milliers de civils plongés dans le plus grand dénuement devant les chars et les bombardements. Avec l'offensive de l'armée sioniste à Rafah déclenchée le 6 mai, les massacres de femmes et d'enfants se multiplient. En Cisjordanie, les incursions militaires sanglantes de l'armée sioniste, les exactions des colons contre les Palestiniens sont quotidiennes.

Pourtant, Biden a déclaré le 20 mai : « *ce qui se passe à Gaza n'est pas un génocide* » et continue à livrer armes et munitions à Israël. Et Macron, qui s'est dit « indigné » par les images en provenance de Rafah le 27 mai, livre-lui aussi des armes et des composants militaires à Israël, tout en poursuivant devant les tribunaux les militants qui protestent contre le génocide en cours en les taxant d'antisémites !

Le 21 mai, la Cour pénale internationale a accusé Netanyahu et son ministre de la défense Gallant de crimes contre l'humanité ainsi que trois dirigeants du Hamas. Netanyahu a protesté : « *C'est exactement ce à quoi le nouvel antisémitisme ressemble. Quelle honte !* ». Deux de ses ministres, Smotrich et Ben Gvir ont également qualifié la poursuite judiciaire de « *haine des Juifs* » et de « *propagande nazie* ». Le gouvernement américain leur a emboîté le pas, comme le français.

D'un côté, il y a un groupe terroriste qui s'est félicité des attentats du 7 octobre, qu'il a revendiqués ; de l'autre, il y a un État démocratique, Israël, qui doit respecter le droit international, dans le cadre de la conduite d'une guerre qu'il n'a pas lui-même déclenchée. (Séjourné, ministre des affaires étrangères, 21 mai)

En fait « *d'État démocratique* », le site israélo-palestinien +972 Magazine et le journal Guardian viennent de révéler qu'Israël avait agi depuis près de dix ans pour espionner, contrecarrer les activités de la CPI et menacer ses juges.

Le 14 mai, à l'appel de partis religieux et fascistes, plus de 10 000 Israéliens ont manifesté à Sderot, avec plusieurs ministres et députés, pour réclamer la réimplantation de colonies juives dans la bande de Gaza et l'émigration « volontaire » des Gazaouis.

Pour mettre fin au problème, pour que le problème ne revienne pas, nous devons faire deux choses : d'abord, retourner à Gaza maintenant ! Deuxièmement, encourager l'émigration des habitants de Gaza ! (Ben Gvir, ministre de la sécurité nationale, 14 mai)

Ce que réclame Ben Gvir aujourd'hui n'est pas seulement l'apanage des courants fascistes en Israël, c'est fondamentalement l'expression-même du sionisme.

Nous nous étendrons à toute la Palestine. L'État ne sera qu'une étape dans la réalisation du sionisme et sa tâche est de préparer le terrain à l'expansion. L'État devra préserver l'ordre, non par le prêche mais par les mitrailleuses. (Ben Gourion, futur premier dirigeant travailliste d'Israël, 1938)

Devant la montée des protestations, la plupart des États impérialistes réactivent le mythe de la solution à deux États, suivis comme leur ombre par tous leurs partis

« réformistes », pour la France : PS, PCF, LFI.

LFI défend l'application pleine et entière des résolutions de l'ONU... et ainsi concrétiser la vision des deux États vivant souverainement côte à côte, dans la paix et la sécurité, sur la base des frontières de 1967. C'est la position historique de la diplomatie française. (LFI, 13 octobre 2023)

En réalité, les résolutions de l'ONU tant vantées sont à l'origine de la partition de la Palestine en 1947 attribuant aux colonisateurs sionistes le contrôle de 55 % du territoire alors que les Juifs ne représentaient alors qu'un tiers de la population. Les « *frontières de 1967* », elles-mêmes reconnues par le Fatah signant les accords d'Oslo en 1993, entérinent la séparation entre Gaza et la Cisjordanie et n'attribuent plus que 22 % de la Palestine historique aux Palestiniens ! Les accords d'Oslo, censés préfigurer la création de deux États, ont en fait assuré la capitulation de l'OLP, la division de la Cisjordanie en trois zones dont deux sous contrôle d'Israël, la poursuite des colonisations et de la ghettoïsation des Palestiniens qui y vivent. Depuis, le Fatah, sous l'appellation d'Autorité palestinienne sert de supplétif à Israël. De là date la montée de l'islamisme (Hamas, Djihad).

La « solution » des deux États, c'est un État sioniste surarmé d'un côté et des bantoustans palestiniens misérables de l'autre. Les communistes internationalistes combattent pour le démantèlement de l'État sioniste, pour une seule Palestine démocratique, multiethnique, bilingue et laïque ! Pour un gouvernement ouvrier et paysan en Palestine ! Pour une fédération socialiste du Proche-Orient !

Manifestation à l'appel de tout le mouvement ouvrier à l'ambassade d'Israël ! Blocage par le mouvement ouvrier des livraisons de carburant et d'armes à Israël ! Abrogation du délit d'apologie du terrorisme ! Fin de toutes les poursuites contre les militants propalestiniens ! Libération de Georges Abdallah !

Cessez le feu immédiat ! Retrait des troupes de la bande de Gaza et de Cisjordanie ! Droit au retour des réfugiés ! Libération de tous les otages palestiniens prisonniers d'Israël !

30 mai 2024

